



**HAL**  
open science

## L'Espagne : un eldorado pour l'analyse du politique en Europe ? ”

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. L'Espagne : un eldorado pour l'analyse du politique en Europe ? ”. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2002, L'Espagne du Politique, 16, pp.3-18. 10.3406/pole.2002.1136 . hal-01389563

**HAL Id: hal-01389563**

**<https://hal.science/hal-01389563>**

Submitted on 28 Oct 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Espagne : un eldorado pour l'analyse du politique en Europe ?

William Genieys  
CNRS/CEPEL

Au mois de juin 2001, le club de football le plus prestigieux pour une partie des Espagnols, le *Real de Madrid*, achetait pour 75 millions d'euros, "Zizou", sportif français le plus connu de la planète. Ce transfert fortement médiatisé comme celui du joueur de foot "le plus cher du monde" est chargé de symboles tant en Espagne qu'à l'étranger. Les imaginaires castillan et catalan continuent ainsi de s'affronter sur le terrain du football comme au "meilleur temps" du franquisme où le club madrilène avait arraché, à son éternel rival le *Barça* (F. C. Barcelone), son idole argentine, Alfredo di Stefano<sup>1</sup>. Au plan international, l'Espagne s'affirme comme un pays capable de se doter, du moins sportivement, de ce qui se fait de mieux.

Dans une même logique, mais dans un registre plus proche d'une préoccupation politologique, le samedi 27 octobre 2001, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement en activité ou à la retraite, représentant trente pays d'Europe centrale ou orientale, d'Amérique latine et d'Afrique, réunie à l'initiative de la Fondation Gorbatchev d'Amérique de Nord et de la Fondation pour les Relations Internationales et le Dialogue Extérieur (Fride), ont créé dans la capitale espagnole, loin des métaphores footballistiques, le *Club de Madrid*<sup>2</sup>. S'inspirant de ce qu'avait été dans les années 70 le

*Club de Rome* à l'économie et la défense de l'environnement, celui-ci devrait œuvrer pour l'aide aux processus de démocratisation dans le monde. À l'origine de ce nouveau club se trouve un symposium portant sur un sujet politique de première ampleur et de grande actualité : "transition et consolidation démocratique dans le monde"<sup>3</sup>. Dans la déclaration finale, les organisateurs de cette conférence rappellent "que l'objectif principal de cette conférence était de partager des expériences, et d'établir un processus permettant d'aider les gouvernants des démocraties émergentes"<sup>4</sup>. Le *Club de Madrid* constitue un Comité permanent, présidé par Mikhaïl Gorbatchev, devant assurer la continuité de la conférence. Il devra jouer un rôle de conseil auprès des États qui, sortant du communisme ou des régimes autoritaires militaires, se sont engagés sur la voie périlleuse de la démocratisation.

## **"Arriba España !" ou le retour légitime du politique**

Tout se passe comme si, aujourd'hui, l'Espagne se trouvait reconnue comme étant l'élève le plus doué en matière d'apprentissage démocratique en passe de devenir un "maître", voire un modèle politique susceptible de guider les autres dans le sens de la

démocratie. Les arguments avancés dans leurs contributions respectives par Ramon Cotarelo et Guy Hermet montrent que plus on cherche le modèle espagnol plus on trouve la singularité voire l'exceptionnalité (*cf.* les articles de ce numéro). Dans un même sens, j'ai déjà souligné pour ma part les pièges et les limites d'une "transitologie" qui conduirait à réifier la transition démocratique à l'espagnole<sup>5</sup>. Autrement dit, toute tentative de construction d'un modèle de processus pour le passage à la démocratie à partir du cas espagnol ne manquerait pas d'évoquer à nouveau la "vieille lune" développementaliste. Paradoxe suprême, l'Espagne longtemps considérée, à tort, comme un des terrains de la réussite du développement politique, serait en passe de nous induire à nouveau en erreur avec son modèle de construction démocratique.

Toutefois, il est indéniable aujourd'hui et même depuis quelques années que l'Espagne a retrouvé son rang sur la scène politique internationale. À partir de 1986, année durant laquelle le Parti socialiste ouvrier espagnol (Psoe) de Felipe Gonzalez a réussi à faire voter par voie référendaire, le maintien de l'Espagne dans l'OTAN et l'intégration au sein de l'Union européenne, l'Espagne affiche son nouveau politique. Cette loyauté à l'égard de la communauté internationale n'est pas sans effets retour sur le processus de légitimation de cette démocratie occidentale renaissante. La nomination de Javier Solana, ancien ministre socialiste, à la tête de l'OTAN symbolise cette nouvelle donne. Dans un registre différent, la politique d'aides financières, du FEDER et de façon plus générale les Fonds structurels européens (Smith, 1995), ont permis à l'Espagne de moderniser fortement ses infrastructures. La nouvelle forme institutionnelle de son organisation étatique, fai-

sant la part belle au niveau intermédiaire de gouvernement (Garraud, 1994), a fait de l'Espagne la "championne européenne" en matière de captation des aides. Forte de ces nouvelles dynamiques, elle s'est aussi imposée comme une nouvelle plaque tournante des relations internationales. Notons à ce propos, la très symbolique stratégie du juge Baltazar Garzon qui demande l'extradition et la mise en accusation du général Augusto Pinochet, lors d'un séjour médicalisé en Grande-Bretagne, et profite de cette occasion pour stigmatiser les ambiguïtés de l'hospitalité de la plus "vieille démocratie" continentale.

Par ailleurs, Madrid s'impose progressivement comme une place forte de la diplomatie dans le cadre des conflits du Proche et du Moyen-Orient. Il en va de même avec le "11 septembre" où le gouvernement conservateur espagnol a tout de suite rejoint les États-Unis dans leur "déclaration de guerre" au terrorisme dans le monde, en y intégrant la question de l'"Eta". Enfin, depuis le premier janvier 2002, l'Espagne assure la présidence de l'Union européenne en s'affichant comme le promoteur de l'Europe libérale. À cette occasion, le chef du gouvernement José Maria Aznar, après avoir rappelé que l'Espagne a une croissance supérieure à la moyenne européenne et a créé plus de 2,5 millions d'emplois en cinq ans, a déclaré: "Si nous devons être satisfaits de nous, c'est maintenant ou jamais"<sup>6</sup>. Pour comprendre un tel changement, on pourrait invoquer la mystique religieuse, chère à ce pays jadis modèle de la contre-réforme, et attester qu'il s'agit du "second miracle espagnol"<sup>7</sup>. Rejetant une approche fondée sur les apories de la variable religieuse, nous allons montrer comment les approches des sciences sociales du politique permettent de comprendre ce changement.

Pour que les travaux de recherche ne se transforment pas en "Châteaux en Espagne", selon l'expression populaire consacrée, il convient d'appréhender la réalité espagnole par le politique en soulignant l'intérêt d'un tel détour pour mieux comprendre les processus à l'œuvre aujourd'hui dans la constitution de l'Europe. Loin des avatars de la recherche d'un modèle politique espagnol, il s'agit de montrer en quoi le changement politique auquel s'est trouvée confrontée la société espagnole (la constitution progressive d'un nouveau régime politique, la "refonte" de l'État, la reconnaissance de la différenciation territoriale et de la représentation politique, etc.) a conduit à l'invention de politiques institutionnelles et publiques<sup>8</sup> qui constituent autant d'éléments permettant de saisir l'œuvre du politique. De fait, s'intéresser à l'"Espagne du politique" conduit à une approche globale du pouvoir permettant de comprendre la formation et l'évolution des rationalités politiques, c'est-à-dire les systèmes de représentation qui commandent la façon dont à une période donnée (ici l'Espagne depuis la sortie de la dictature) un pays ou des groupes sociaux conduisent leur action et envisagent leur avenir<sup>9</sup>.

Autrement dit, aborder la question de l'Espagne du politique revient à faire la sociologie historique de la manière dont des groupes sociaux, dans ce pays, ont construit des réponses politiques à ce qu'ils percevaient comme un problème sociétal. Dès lors, l'objectif, certes ambitieux, de ce numéro est de présenter et d'analyser les grands changements autour desquels de nouvelles rationalités politiques et sociales se sont organisées depuis la fin du régime franquiste. On pose ici le principe que le changement dans les représentations du social doit se penser en interaction avec les transformations dans les institutions, les techniques de gestion et les

formes du lien social. Ce dossier sur l'Espagne du politique nous permettra de montrer que les modalités de d'invention et de construction du politique sont autant de lieux privilégiés pour observer l'articulation du social et de sa représentation.

### **Le changement de la société espagnole comme "vitrine légale" pour le politique**

Pour reprendre le débat sur l'articulation entre le social et le politique qui structure fortement les sciences sociales aujourd'hui, l'étude des transformations sociales et du changement politique constitue certainement un terrain très propice. Notre vision élargie du politique nous conduit à saisir un processus global où les formes d'existence de la vie commune et les formes de l'action collective structurent le mode d'exercice du pouvoir. Cette approche prend tout son relief dans une société où la démocratie, entendue comme un régime politique où les conditions de vivre ensemble ne sont pas définies *a priori*, est une construction politique récente. La singulière réussite de la transition démocratique espagnole, où les vertus d'une société civile exceptionnelle ont déjà beaucoup été célébrées (Pérez Diaz, 1987, 1993<sup>10</sup>), ne peut se comprendre qu'à travers une transcendance réciproque entre le social et le politique. Le "fil rouge" de la construction de la démocratie espagnole est cette ligne imaginaire, entre ce qui est socialement souhaitable et ce qui est politiquement possible. Comprendre un tel glissement, conduit les sciences sociales du politique à essayer de reconstruire la façon dont des individus et des groupes ont élaboré leur intelligence des situations, de retracer en quelque sorte la manière dont leur vision du monde a borné

et organisé le champ de leurs actions. Notre objectif est de commencer cet immense chantier de recherche, en mobilisant les acquis de la recherche espagnole, et de poser les jalons permettant la recherche comparatiste sur cette question. Vu l'ampleur du sujet, on se limitera ici à traiter un nombre limité d'objets de recherche.

L'articulation complexe entre le politique et le sociétal est une question déjà bien présente au début du XX<sup>e</sup> siècle dans la philosophie de l'histoire "élitiste" de José Ortega y Gasset (1927). Déjà pour cette figure intellectuelle européenne éclairée, la "vertébra-tion" de l'Espagne passe par un traitement politique de la question du rapport entre les élites et la masse, du rapport entre le centre politique et les périphéries, et de celui entre l'ordre politique et l'ordre social. Il est intéressant de noter que le prolongement de cette réflexion sur la particularité de la société espagnole est à la base du "premier grand texte" de sociologie écrit dans les années 60 par Juan Linz et Amando de Miguel, *The Eight Spains* (1966). Ce texte donne un sens sociologique à la vision "ratiovitaliste"<sup>11</sup> de l'illustre philosophe madrilène. Les deux chercheurs, en s'appuyant sur de solides enquêtes empiriques, montrent les effets d'un développement régional différencié sur la société espagnole. En appliquant tous les grands déterminants sociologiques sur leurs nombreuses données, ils montrent comment la différenciation de la société espagnole est profondément inscrite dans le social et le politique<sup>12</sup>. Ils soulignent à la fin de leur étude que la politique autoritaire "d'intégration nationale" a peu de chance d'aboutir. Bien au contraire, ils suggèrent implicitement que la modernisation autoritaire franquiste est un processus politique qui a plutôt tendance à accentuer la différenciation territoriale de l'Espagne. Outre le fait que ces sociologues

montrent qu'il est difficile de saisir en Espagne le changement social sans le politique et *vice-versa*, ils incitent la recherche à croiser ces deux dimensions.

Les contributions de Juan Linz, de Fabiola Mota et Joan Subirats présentées dans ce numéro attestent à nouveau de la nécessité de faire des allers-retours analytiques entre le politique et le social afin de comprendre le changement en Espagne et ce, tout en montrant l'évolution des enquêtes sociologiques. L'article de Juan Linz revêt un double intérêt. Il permet tout à la fois de revisiter "l'exception de la société espagnole" et de faire connaître l'état de la sociologie politique espagnole dans les années 80<sup>13</sup>. Cette réflexion sur la société espagnole, construite à partir d'importantes enquêtes d'opinion, établit une forte corrélation entre la consolidation démocratique et l'alignement des valeurs sociales des Espagnols sur celles des Européens. Son travail montre que, malgré quelques dysfonctionnements notables comme le terrorisme basque, la croyance dans les institutions politiques démocratiques ne cesse de croître dans la société espagnole. Il note que les grandes lignes de fracture sociétale héritées d'une première moitié de XX<sup>e</sup> assez conflictuelle sont en train de s'estomper. Enfin, il montre que la création d'un État des autonomies facilite l'intégration des identités politiques périphériques. Dans le cas particulier des Catalans et des Basques, les données analysées révèlent le travail des institutions dans le processus d'apprentissage de la représentation politique. Maintenant que le consensus démocratique qui domine au sein de la société espagnole lui semble constituer un acquis sur lequel on ne reviendra pas, il suggère que les chercheurs portent un regard de sociologie historique sur les périodes noires comme la guerre civile et la répression qui la suivit. Le

travail sur la "mémoire collective" est alors posé comme le grand chantier de la recherche à venir. Avec le recul que nous avons dix ans après, nous pouvons constater que si certaines des réflexions de Linz sur les identités ont été largement développées, détaillées voire amendées (Llera, 1994; Mainz, 1999), ses remarques sur le rôle du "fait différentiel identitaire" et les effets qu'il induit au niveau même de la formation d'un État multinational, ont été confirmées (Linz, 1997; Genieys, 1997a).

Le texte de Fabiola Mota et de Joan Subirats<sup>14</sup>, inspiré des travaux de Putnam sur l'Italie et les États-Unis, utilise les enquêtes d'opinion menées auprès de la population espagnole pour étayer la thèse du déclin de la relation entre le "capital social" et les institutions démocratiques. Le "capital social" constitue une catégorie d'analyse qui permet de croiser une série de variables comme les normes sociales subjectives (la confiance), les caractéristiques sociales objectives (réseaux sociaux), en vue de comprendre l'efficacité et l'effectivité du "comportement civique". Bref, il s'agit de s'intéresser aux institutions sociétales qui donnent du sens au politique. Il est évident que dans la société espagnole la transition et la consolidation récentes de la démocratie doit beaucoup à "l'associativisme"<sup>15</sup>. Avec une telle perspective, il va de soi que l'étude du cas espagnol offre un terrain de recherche propice pour discuter cette thèse. En prenant comme niveau d'analyse celui des communautés autonomes, les auteurs essayent de comprendre "les degrés de rendement des institutions politiques représentatives". Leur importante enquête empirique permet de montrer que les régions qui ont le plus fort capital social sont celles qui connaissent le plus fort développement socio-économique. Cette contribution, outre le fait qu'elle introduit un débat sur le capital

social dont la science politique française a fait l'économie, permet de voir comment aujourd'hui la science politique espagnole mobilise les grandes enquêtes d'opinions. Il s'agit là d'une approche de la dynamique de la vie institutionnelle beaucoup plus fine que celle qui est bien souvent pratiquée en France.

La contribution de Mariano Baena del Alcazar sur les élites de la justice atteste du rapport privilégié qu'une partie de la recherche sociologique espagnole entretient avec l'usage d'imposantes données empiriques. Ce travail s'appuie sur l'immense banque de données qu'il a constituée sur les élites espagnoles (1939-1997) d'où ont été tirés son ouvrage sur les élites et les relations de pouvoir en Espagne sur un demi-siècle (Baena, 1999; Genieys, 2001), ainsi qu'un travail sur les élites administratives (Parrado Diez, 1996). Baena établit que des "noyau de magistrats", constitués sectoriellement ont pu se maintenir dans leur position de pouvoir malgré le changement du régime politique. Nous aurions pu présenter dans le cadre de ce numéro autour de la question classique des élites du politique et surtout sur le personnel politique espagnol, d'autres importantes contributions. Mais, j'ai déjà eu l'occasion de discuter dans mes propres recherches sur les élites périphériques catalanes et andalouses l'enchevêtrement des trajectoires politiques verticales avec des trajectoires politiques horizontales (Genieys, 1996, 1998). D'autres recherches françaises, comme celle menée sur le rôle de l'élite franquiste dans la conduite de la sortie de la dictature, montrent le jeu subtil de la continuité et discontinuité des élites lors de la transition démocratique (Campuzano, 1997). Guillermo Marquez Cruz a souligné dans une étude publiée dans *Pôle Sud* sur les candidats aux élections locales et législatives en Galice depuis 1977, que ce phéno-

mène jouait aussi dans une configuration politique démocratique. Des études actuelles de nos collègues espagnols montrent que la question est toujours dans l'actualité de la recherche, même si la focale de l'analyse s'est déplacée sur les motivations, les opinions et la vocation (Uriarte, 2000 ; Lopez Nieto, 2000).

Il faut quand même rappeler ici la singularité de l'Espagne du politique sur ce terrain, où l'on accède en règle générale aux mandats représentatifs importants beaucoup plus jeune<sup>16</sup>. Que dire aussi de l'âge "précoce de la retraite politique", comme le montre l'exemple de la figure historique du socialisme espagnol, Felipe Gonzalez qui, à la cinquantaine passée, s'est retiré de la vie politique nationale<sup>17</sup>. Que dire encore de l'annonce récente par José Maria Aznar (49 ans), triomphalement réélu à la tête du Parti Populaire, qu'il s'agissait là de son cinquième et dernier mandat. Tout simplement que le "jeunisme" en politique à un sens très différent de part et d'autre des Pyrénées. D'un côté, il renvoie à une "jeune" démocratie où la sortie de la carrière politique s'effectue bien souvent avant l'âge légal de la retraite alors que, l'autre côté, dans les "vieilles" démocraties, les élites gouvernantes dépassent bien souvent l'âge de la retraite.

Il en va de même pour le traitement de la question de l'analyse des politiques publiques à l'Espagnole. Les travaux de Joan Subirats (1998) attestent de ce nouveau dynamisme sous-disciplinaire, où l'influence des modes d'analyse du management public est forte<sup>18</sup>. Il s'agit d'un domaine de recherche qui a acquis une importance certaine malgré un développement légèrement plus tardif que celui que l'on a connu en France depuis les années 80 (Maffre, 1998). Rendre compte à partir d'une seule contribution relève de la gageure. C'est pourquoi, nous avons évacué

volontairement ce thème du sommaire proposé, tout en se réservant la possibilité pour le futur de réaliser un numéro thématique et comparatiste (franco/espagnol) sur la sociologie politique de l'action publique. Toutefois, nous avons sollicité Jacint Jordana, spécialiste de la politique des télécommunications, pour analyser les effets du passage de la télévision publique à celle fondée sur la libre concurrence. Situait son approche à la frontière de l'approche des politiques sectorielles, l'auteur montre la forte politisation et la réforme de l'État qu'entraîne la mise en place d'une *multi-level governance* particulière en Catalogne.

Dans un autre registre, nous avons préféré demander à Miguel Beltran de situer sa présente réflexion légèrement en amont de celle qu'il mène sur l'action publique dans les régimes démocratiques pour se concentrer sur la question de la transformation de l'administration publique espagnole depuis la sortie du franquisme. L'auteur nous explique pourquoi la grande réforme de l'administration publique espagnole, longtemps annoncée, n'a jamais vu le jour. Enfin, la création de l'État des autonomies a profondément et durablement modifié la conception du rôle de l'administration publique dans la société espagnole. Si nous avons laissé volontairement de côté l'approche par les politiques publiques, c'est pour mieux souligner la nécessité d'appréhender le changement politique de l'Espagne par des objets classiques comme l'administration publique ou encore l'armée. À ce propos, Jésus Martinez Paricio montre comment la "juridicisation" de la question militaire après le coup d'État avorté du colonel Tejejo, outre la soumission de l'armée à l'État de droit, signifie la rupture avec la pratique traditionnelle de "l'état de nécessité" qui autorisait l'armée à intervenir en politique. Cet article, qui permet d'apprécier l'état de la sociologie militaire en

Espagne, montre aussi comment les militaires rentrent dans le rang, en acceptant la suppression symbolique de la *mili* (service militaire obligatoire) et la mise en œuvre de la politique de professionnalisation des armées. Il est intéressant de souligner que l'institution militaire est devenue un objet pour les sciences sociales espagnoles sur lequel on peut aujourd'hui travailler légitimement avec les outils et les méthodes du sociologue<sup>19</sup>.

Enfin, il y a un dernier thème de recherche que nous avons souhaité aborder dans ce numéro consacré à l'Espagne du politique : la question de l'impossible modèle espagnol. Dans cette perspective, la dernière mise au point proposée par Ramon Cotarelo est très précieuse<sup>20</sup>. Il critique les travaux d'une sous-discipline de la sociologie politique comparée, la transitologie, qui a trop facilement considéré le cas espagnol comme le modèle exemplaire de la transition démocratique. Il fait alors admettre assez facilement que le système politique espagnol est plutôt singulier, ce qui rend caduques les prétentions à l'ériger en modèle pour tout régime politique qui sortirait d'une situation autoritaire. Par contre, Ramon Cotarelo admet que l'arrangement institutionnel qui a donné lieu à la création de l'État des autonomies et le mode de gestion du politique qu'il induit pourrait être exemplaire pour l'Europe. C'est sur le terrain de l'élargissement oriental de l'Union européenne que Carlos de Cueto met la focale. Il montre comment la question de la carence de la légitimité démocratique est occultée par des enjeux politiques liés à la volonté politique de préserver l'héritage communautaire.

Afin de jeter les bases pour une réflexion sur l'Espagne du politique, nous avons fait un choix éditorial précis qui mérite quelques précisions. Le traitement d'un tel champ de recherche relève d'une gageure pour la

science politique française. C'est pourquoi, grâce aux relations scientifiques privilégiées que le CEPES est en train de nouer avec l'Espagne, nous avons choisi délibérément de "mettre à contribution" nos confrères espagnols sur le sujet. Ainsi, sur les neuf contributions proposées, sept sont des articles n'ont jamais été publiés en castillan. Ce choix nous permet aussi d'avoir un aperçu important de la science politique espagnole tant sur les méthodologies, que sur les matériaux empiriques, ou encore les controverses disciplinaires particulières<sup>21</sup>. De plus, nous avons essayé de tenir compte dans la représentation "territoriale" des contributeurs, des équilibres historiques entre les trois grands centres de la science politique espagnole, qui selon Miguel Jerez Mir, sont respectivement (et par ordre alphabétique) : Barcelone, Grenade et Madrid.

De même, si l'on apprend avec Miguel Jerez, les raisons qui ont fait que la science politique espagnole est à l'image de la démocratie une *late comer*, il convient de noter l'enthousiasme avec lequel cette jeune discipline s'institutionnalise. Toutefois, on peut évoquer quelques raisons qui ont fait, et font encore aujourd'hui, que l'Espagne du politique a été un "objet politique mal identifié" (OPNI) pour la science politique française.

### **La recherche française sur le politique en Espagne : "OPMI" ou Eldorado ?**

Il va de soi que la modernité politique espagnole (ou plus justement son absence) n'a pas attiré autant les élites intellectuelles françaises que les situations anglaise et américaine. En effet, pas de Tocqueville pour nous léguer "une Espagne magnifiée", mais seulement un Braudel pour nous imaginer la Méditerranée sous Philippe II ! Pourtant les



influences réciproques et les interactions en matière de modèle politique sont inscrites dans les relations de ces deux pays voisins depuis l'Empire des Habsbourg. Tout d'abord, avec le Comte Duc Olivares qui s'inspire pour sa politique impériale, de celle de son *alter ego* français le cardinal Richelieu et, plus tard encore, lors de l'installation des conseillers français (les Amelot et Orry) dans l'entourage de Philippe V accédant au trône d'Espagne, les regards en matière d'ingénieries institutionnelles se croisent (Genieys, 1997a, pp. 36-48). Les stratégies des bâtisseurs d'État qui se diffusent alors au sein de cette monarchie sont vécues par la haute noblesse espagnole comme une importation politique illégitime. Si l'absolutisme importé par les Bourbons en Espagne a été vécu comme une contrainte par l'ensemble de la société espagnole, il en va différemment pour le centralisme jacobin, qui trouve des partisans, lors de l'occupation napoléonienne, dans la bourgeoisie libérale et l'élite intellectuelle, qualifié par l'historiographie d'*afrancesados* (Artola, 1989).

Eh oui ! la France a aussi contribué, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à la genèse d'une élite politique et sociale "collaborant" avec le régime bonapartiste d'occupation. Paradoxalement, depuis cette époque, l'intelligentsia française voit l'Espagne comme une société occidentale dont le déclin, qui suivit le siècle d'Or, ne fait que se confirmer. Ce n'est pas avec son histoire politique récente, avec la "malheureuse" fin de la Seconde République en guerre civile ou le rôle du gouvernement français (faible soutien, ouverture des premiers camps de réfugiés) et, surtout, la pérennisation de la dictature franquiste, que ce regard pouvait changer. Pour résumer et un peu durcir le trait, on pourrait dire que l'Espagne avait changé pour l'observateur français en passant du

statut de modèle politique dont on s'inspire ou que l'on discute, à celui du politique illégitime (les régimes autoritaires). Heureusement, au XX<sup>e</sup> siècle, l'immigration espagnole ne se cantonne pas seulement à fournir aux propriétaires viticoles et aux petits industriels du sud de la France une main-d'œuvre bon marché, mais contribue au monde de l'art contemporain grâce à quelques-uns de ses plus prestigieux représentants, comme Picasso, Dali et plus tard Miro, rappelant ainsi la grandeur passée.

Le paysage qu'offrent en France les travaux en science sociale sur le système politique est plus que paradoxal. En effet, du côté de l'Histoire, on trouve toutes les grandes figures de l'approche historiographique française comme Braudel, Chaunu, Vilar et plus récemment, Bennassar ou Pérez, contribuant de façon centrale à l'approfondissement de la connaissance sur la société espagnole<sup>22</sup>. L'étude de l'Espagne impériale constitue alors une véritable "voie royale" pour la réalisation d'un genre de recherche académique aujourd'hui disparu : la thèse d'État. Contraste dramatique pour l'œil du comparatiste, qui voit cet "Eldorado" de la recherche saisi par les historiens contemporains aux brillantes carrières alors qu'il est laissé en friche par les sociologues et les politologues en dehors de quelques rares cas<sup>23</sup>. Exception française, si l'on juge cette situation à l'aune de l'exemple de la Grande-Bretagne où, outre une importante historiographie espagnole (Elliott, 1963; Preston, 1978), il y a les travaux d'anthropologie du politique de Julian Pitt-Rivers (1954). *A contrario*, en France, l'étude d'un régime où le pluralisme est limité comme sous le franquisme, n'a jamais revêtu un grand intérêt, si ce n'est pour stigmatiser l'existence de trajectoires politiques orphelines de la démocratie. Preuve en est la faible présence de "littérature grise" sur la question

en langue française à l'exception notable des ouvrages pionniers de Guy Hermet<sup>24</sup>. En dehors de ces travaux, l'analyse du système politique espagnol est quasi absente des publications en sciences sociales de ces trente dernières années en France<sup>25</sup>. Dans le registre de la connaissance approfondie des régimes politiques espagnols depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les travaux d'Hermet, sur les catholiques et sur le régime franquiste (1971 et 1980-1981), sont un peu l'arbre qui cache la forêt.

En effet, si l'on se fie à l'analyse de la constitution de la science politique espagnole proposée par Miguel Jerez (son article), on observe que ce sont plutôt les constitutionnalistes français, comme Maurice Duverger, qui influencent sous le franquisme le *Derecho politico*. Toutefois, la plupart des travaux de ces juristes français ne prennent pas l'Espagne comme un objet d'étude en tant que tel, mais plutôt un pays en mal d'une "bonne" constitution démocratique. Cette tendance lourde s'est quelque peu infléchie quand ces mêmes "chercheurs" se sont trouvés confrontés à la réalité du changement de régime politique. Là, les travaux des juristes, cherchant à interpréter le changement institutionnel en Espagne avec les "lunettes du Droit", se situent dans un registre de compréhension de la réalité aussi proche que celui du célèbre chevalier de *Cervantès* lorsqu'il voit des châteaux en lieu et place de moulins<sup>26</sup>. Dès lors, l'objectif de cette livraison de *Pôle Sud* consiste à recentrer l'analyse du changement politique en Espagne, en luttant contre le "syndrome" de *Don Quichotte* qui a bien souvent rendu aveugle la recherche sur ce terrain. Et pourtant, les stratégies de mimétisme institutionnel ont été très perceptibles entre ces deux pays. On pourrait dès lors suggérer la pertinence de travaux sociologie historique du politique qui comparerait l'institution

départementale avec la *diputacion provincial*, voire les préfets avec les gouverneurs civils<sup>27</sup>. Du côté des pratiques politiques, les formes de dominations locales, comme le pouvoir notabiliaire, pourraient être comparées au pouvoir des caciques. Enfin, si du côté de l'analyse comparée des politiques publiques entendues comme l'État en action, nous avons déjà mentionné l'importance des temporalités de la transition (Genieys, Hassen-teufel, 1997), il reste d'immenses chantiers de recherche en friche. Outre les politiques sociales, notamment la politique familiale, on apprendrait beaucoup en osant une analyse comparée des politiques de modernisation menées dans le cadre du régime gaulliste et dans celui du *tardio* franquisme. Dans une telle perspective, la planification d'un côté et les politiques du tourisme de l'autre permettraient peut-être de saisir les logiques et les réciprocitys à l'œuvre dans les processus de construction politique. Il convient alors de poser les bases pour des recherches comparatives futures en insistant sur l'importance que ces études pourraient avoir dans la compréhension du processus d'eupéanisation du politique.

### **L'Espagne du politique comme "sitio"<sup>28</sup> privilégié pour la recherche comparative en Europe ?**

Précisons d'entrée de jeu, qu'il ne s'agit pas de faire croire que la science politique française aurait "découvert", un peu comme Christophe Colomb 500 ans auparavant, une nouvelle *area study* pour l'analyse du politique. En effet, par "eldorado" pour l'analyse du politique nous entendons un terrain d'étude, pris au sein de l'Europe occidentale, offrant un bon *sitio* pour la recherche. Si l'on peut aujourd'hui affirmer cela, certes de

façon un peu incantatoire, c'est parce que depuis vingt ans au moins, progressivement, des chercheurs français ont commencé à poser un nouveau regard sur ce pays en pleine *movida* politique. On pourrait rapidement évoquer les travaux des chercheurs qui ont participé à la renaissance de cette recherche autour de deux variantes méthodologiques.

La première variante, la plus "ancienne" et la moins nombreuse, est celle de chercheurs qui ont effectué des études monographiques. J'ai identifié ici trois thèses qui ont fait l'objet d'une publication. Réalisé dans les années 80, l'important travail d'anthropologie historique de François Héran, sur la bourgeoisie sévillane, permet d'établir comment une grande famille sévillane, les "Vasquez Gutierrez", construit son emprise sociale et politique sur la société locale (Héran, 1990). À partir des sources de première main, généralement mobilisées par l'historien, comme les archives notariales, les archives privées, le cadastre et la presse agricoles, il retrace la trajectoire de cette famille sévillane en montrant comment l'important patrimoine social de cette famille se pérennise malgré le changement sociétal. Il y a, ensuite, les deux études monographiques réalisées par Francisco Campuzano et moi-même. Le premier nommé a analysé, en s'inspirant des acquis de la sociologie des crises politiques, le rôle de l'élite franquiste dans le processus de transition démocratique (Campuzano, 1997). Pour lui, les dernières années du régime autoritaire sont marquées par l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants dont le pragmatisme s'est traduit par une adhésion au dessein démocratique du roi Juan Carlos pour imposer la réforme politique. Pour ma part, j'ai montré en m'appuyant sur deux types d'approches complémentaires (la sociologie historique de l'État et la sociographie du personnel politique), qu'il y avait en Espagne

un problème structurel pour l'accès aux sommets de l'État espagnol des élites périphériques (Genieys, 1997). J'ai analysé, à partir d'un travail de "première main", les trajectoires et les représentations politiques des députés des Parlements autonomes d'Andalousie et de Catalogne comme autant de facteurs nécessaires à la compréhension de la genèse institutionnelle du nouveau régime politique. Ces travaux ont en commun, outre une temporalité commune, le début des années 90, d'avoir nécessité un gros effort de connaissance dans la mesure où ils étaient consacrés à un terrain de recherche encore en friche. Il faut ajouter à cela que le recours à la comparaison synchronique avec la France n'était pas aisé dans la mesure où l'Espagne sortait d'une séquence politique particulière (l'autoritarisme) pour entrer dans la singularité (la transition).

La deuxième variante, plus récente, caractérise les travaux de "jeunes chercheurs" qui suivent les pistes de recherche ouvertes par les chercheurs du CERVL sur les politiques territoriales en Europe (Garraud, 1994). Celles-ci, en posant la question de la gestion différenciée du territoire, ouvraient la voie à l'analyse comparée des politiques publiques appliquées à l'Espagne. Il en va de même pour le travail comparatiste initié par Louis Assier-Andrieu en matière de politique des lois familiales en Europe. Ces initiatives ont suscité, directement ou indirectement, des travaux de recherche dont l'aboutissement est récent (les années 2000). La focale d'analyse a changé en passant de l'approche monographique au sens large à l'analyse comparatiste. Précisons, tout d'abord, que "l'achèvement" du processus de consolidation démocratique fait de l'Espagne un objet légitime pour la pratique de la sociologie comparée. C'est dans ce cadre analytique-là que, de façon explicite ou implicite, ces

recherches nouvelles se sont situées, en privilégiant une double entrée et de nouveaux objets : le niveau régional et la/les politique(s) européenne(s). Je renvoie ici à la thèse de Romain Pasquier sur l'analyse comparée France-Espagne de la capacité politique des régions (2000)<sup>29</sup>, ou encore à celle de Yolaine Cultiaux sur le nationalisme catalan posé comme facteur d'une intégration différenciée à l'État espagnol et à la construction européenne (1999). Mentionnons aussi le travail de Frédéric Chadel qui essaye de relancer la sociologie comparée des partis politiques, en voie de quasi-disparition en France, à partir d'une étude sur la formation du *leadership* politique au sein du Rassemblement pour la République et du Parti Populaire (2000). Rappelons aussi le travail stimulant de Xabier Itçaina qui, dans un registre légèrement différent où la sociologie des religions "transcende" celle du politique, analyse les "liaisons particulières" entre le catholicisme et l'identité basque en France et en Espagne (2000)<sup>30</sup>. Enfin, on peut signaler dans ce registre comparatiste le travail en cours de Philippe Maffre sur la politique de régionalisation de la télévision publique. Dans une perspective programmatique, Hubert Peres a indiqué récemment dans cette revue la nécessité d'oser une socio-histoire comparative de la construction des appartenances identitaires en s'appuyant sur les exemples espagnol et français (Peres, 2001). Pour notre part, nous avons, en collaboration avec Pierre Valarié, récemment montré que la compréhension des projets en matière de politiques de l'eau nécessite un approfondissement des connaissances sur ces deux pays (Genieys, Valarié, 2001). L'ensemble de ces travaux atteste d'un dynamisme naissant autour de l'Espagne du politique. Celui-ci ne va pas sans être porteur d'un certain nombre de

questions sujettes à controverses comme la construction/ou la déconstruction d'un mythe politique (Bazzana, 2002) ou encore "l'invention d'un modèle pour l'Europe des régions" (Dufour, Dufour, 2000).

Rappelons aussi que ces nouveaux développements, sur ce que l'on pourrait appeler les politiques publiques à l'espagnole, sont liés à la recherche contractuelle publique telle qu'on la pratique en France depuis les années 90. Il est intéressant de souligner que la production de connaissance scientifique, à partir d'études de terrains ou encore de réalisation d'état de l'art sur le ou les politiques, est non seulement admise, mais surtout pensée comme légitime par les pouvoirs publics. L'Espagne du politique s'impose, ou plutôt est imposée, par des chercheurs et des équipes de recherche comme un terrain légitime car laissé en jachère pour ce qui relève de la page contemporaine. Sans prétendre à l'exhaustivité citons à titre d'exemple, le travail d'Anne Gotman et de Louis Assier-Andrieu sur l'approche comparative des politiques sur le nomadisme en Europe soutenue par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, mais aussi par le ministère de la Justice et la Délégation interministérielle à la Ville. Pour les politiques sociales, évoquons la recherche commanditée par le ministère de la Recherche et de la Technologie et portée par Louis Assier-Andrieu et Jacques Commaille (1995), ou encore celle, pilotée par Patrick Hassenteufel, sur la "libéralisation" des politiques de protection et maladies en Europe et soutenue par la MIRE (2001). Dans un registre sectoriel très différent, comme la sécurité publique intérieure, on peut mentionner le travail effectué à l'aide d'un financement du ministère de l'Intérieur par Philippe Maffre et Jérôme Ferret (IHESI, 2000), ou encore notre contribution, en collaboration avec Jean Joana et Andy Smith, sur

les effets de la professionnalisation des armées en Espagne, appuyée par le ministère de la Défense (C2SD, 2001). Autrement dit, comme un pied-de-nez à l'histoire, on s'intéresse aujourd'hui à des secteurs qui ont été les piliers du régime autoritaire. Tous ces éléments sont autant d'indicateurs d'un nouvel essor de l'effort de connaissance que les sciences sociales françaises sont en train de fournir sur la connaissance du politique en Espagne.

Enfin, pour compléter cette présentation du numéro de *Pôle Sud*, il convient de présenter ici le projet de *Laboratoire Européen Associé* (LEA) mis en place au sein du CEPEL (UMR 5112 CNRS-Université de Montpellier I) à l'initiative de son directeur Louis Assier-Andrieu. Ce LEA, qui associe notre unité de recherche CNRS avec le Département de Sociologie et d'Analyse des Organisations de l'Université de Barcelone, repose sur un programme de recherche commun portant sur l'*Espace et Temporalités de l'action publique en Europe du Sud* (ETAPES). Il s'agit de faciliter le développement de synergies de recherche de part et d'autre de la frontière autour de trois axes de recherche à dominante comparatiste : l'europanisation des conditions de la recherche (discussion critique des concepts de l'analyse du politique, études des nationalismes disciplinaires) ; les transformations de l'action publique, et la question des frontières, des appartenances et des identités<sup>31</sup>. Ce numéro constitue, en quelque sorte, le premier acte

d'une collaboration intellectuelle en cours et à venir avec nos collègues espagnols. Et je tiens à remercier ici particulièrement ceux qui ont accepté "d'ouvrir le feu" par leur contribution présentée ci-après : Mariano Baena del Alcazar, Miguel Beltran, Ramon Cotarelo, Calors de Cueto, Miguel Jerez, Jacint Jordana, Juan Linz, Jesus Martinez Paricio, Fabiola Motta, Joan Subirats.



Je me permets de remercier mes "compères" chercheurs du CEPEL : Saïd, Hubert, Jean, Philippe et sans oublier Laura et Marie-Claude, qui grâce à leur mobilisation et leur aide gracieuse, ont rendu possible l'aboutissement de cette lourde entreprise intellectuelle. Soulignons, à ce propos, que le travail de traduction effectué ici ne se résume pas seulement à un simple effort de linguistique, mais plutôt à un effort de "codage" et de "décodage" de problématiques socialement construites dans des contextes culturels différents.

Et, *last but not least*, je remercie doublement Guy Hermet et Juan Linz. Tout d'abord au nom de *Pôle Sud* parce qu'ils ont accepté, chacun à leur façon, de contribuer à la discussion de "l'Espagne du politique" dans le cadre de ce numéro spécial. Ensuite, à titre personnel, pour m'avoir transmis à travers leurs travaux respectifs, une "*aficion aficionada*" sur l'Espagne et le politique, dont on retrouvera certainement trace dans les lignes précédentes et dans celles qui vont suivre.



### **Notes**

1. En juin 2000, c'était la star portugaise du Football Club de Barcelone, Luis Figo, qui rejoignait à coup de milliards de pesetas le club de la capitale espagnole. Loin de se répéter, l'histoire de ce conflit, si particulier entre ces deux capitales espagnoles, se perpétue aujourd'hui sur le terrain économique où Madrid a comblé son "retard structurel".
2. C'est au terme de la conférence internationale organisée par la Fondation Gorbatchev et la FRIDE qu'un comité permanent répondant à ce nom voie le jour. À cette occasion dix-huit chefs d'État et de gouvernement, comme Bill Clinton, Nelson Mandela, Mikhaïl Gorbatchev, Fernando Henrique Cardoso, etc., ont repris et débattu des travaux de plus de 80 experts (universitaires, politologues et chercheurs en sciences sociales) issus de 26 nationalités, sur l'élaboration et l'application de recommandations pour les pays connaissant un processus de transition à la démocratie. Les pays invités à la conférence de Madrid l'ont été selon trois critères: avoir eu un processus de démocratisation au cours des 25 dernières années, avoir une population de plus de deux millions d'habitants et avoir une note inférieure à cinq (pays libres ou en partie libres) dans le barème de l'ONG *Freedom House*, (*Le Monde*, 01/11/01, p. 7).
3. Cette conférence, soutenue par le Roi Juan Carlos et le Premier Ministre espagnol, a traité des thématiques suivantes: la corruption, la conception de la Constitution, les rapports législatifs avec l'exécutif, le pouvoir judiciaire et ses rapports avec l'exécutif, de l'État et de la réforme de l'Administration, des conditions économiques et sociales et de la consolidation du pluralisme social et politique des partis politiques. Tout cela dans la perspective d'aider à la bonne gestion des processus de transition et de consolidation démocratiques.
4. <http://www.beafrica-opinions.com/editorial/editofride.htm>, p. 2, consulté le 11/01/02, 11h49.
5. J'ai déjà souligné la "tentation espagnole" dans la constitution d'un modèle de transition démocratique à prétention universaliste en soulignant les limites paradigmatiques de ce modèle de construction politique (Genieys, 1997a, pp. 219-220),
6. *Le Monde*, mardi 29 janvier 2002, p. 6.
7. La presse spécialisée avait qualifié le développement économique de l'Espagne des années 60 fortement lié à la planification étatique et à l'essor du tourisme, comme "*el milagro español*" (le miracle espagnol). Cela permettait de stigmatiser la modernisation autoritaire mise en place par le régime franquiste.
8. Je renvoie ici le lecteur à mon travail sur les rôles des élites périphériques dans la mise en œuvre de nouvelles politiques institutionnelles (agrégation *versus* intégration) qui ont conduit à la formation d'une représentation politique horizontale, mais aussi et surtout à des représentations du politique différenciées entre les députés des Parlements autonomes (Genieys, 1996 et 1998).
9. En accord avec Pierre Rosanvallon, qui plaide pour une histoire du politique, nous partons de l'idée que "ces représentations ne sont pas un englobant extérieur à la conscience des acteurs, comme le sont par exemple les mentalités, mais qu'elles résultent au contraire d'un travail permanent de la réflexion de la société sur elle-même", (Rosanvallon, 1995, p. 29).
10. Les travaux Victor Pérez Diaz sur le "retour" et la "primauté" de la "*société civile*" dans le processus de transformation du politique sont un modèle du genre.
11. *Le ratiovitalisme*, inventé par José Ortéga y Gasset, est le système de pensée original, profondément cohérent quoique disséminé dans une multitude d'écrits, trouvant son unité, du point de vue formel, dans un style élégant et brillant semé de métaphore, qui cherche d'abord à séduire son lecteur pour mieux le convaincre et pour mieux l'instruire.
12. Pour ces deux sociologues, les sources de cette hétérogénéité territoriale sont plurielles: la différence dans le développement économique, de structure sociale, dans le système éducatif, de tradition linguistique et culturelle, de "climat" religieux, de mobilisation sociale, de tradition politique, "régionale" dans le recrutement des élites, la différence dans les valeurs, les normes et la personnalité de base, ainsi que dans le type de famille (Linz, de Miguel, 1966, pp. 279-280).
13. Lors d'une discussion avec l'auteur sur le choix de présenter ce texte au lecteur français dans le cadre d'un numéro spécial consacré à l'Espagne, l'auteur a reconnu que bien de ses aspects et résultats ont été depuis dépassés, notamment sur la question basque. Toutefois, nous avons convenu que ce texte constituait un bon exemple de la contribution de la sociologie politique à la compréhension du changement sociétal qu'a connu l'Espagne à la sortie de la dictature. Il y a même un paradoxe dans cet article, qui préconise le recours à une sociologie historique pour aller plus loin dans l'analyse de la société espagnole et qui, aujourd'hui, est présenté comme une contribution à l'histoire de la sociologie espagnole (entretien avec Juan Linz, le 12/04/2002).
14. Ces deux auteurs ont publié une version proche de leur travail présenté ici, dans le numéro 2 (avril 2002) de la jeune *Revista Española de Ciencia Política*. Pour un aperçu plus détaillé de ce débat sur la question du capital

social appliquée à l'Espagne se référer à notre compte rendu de ce dossier dans la "Revue des revues espagnoles", de *Pôle Sud* (n° 13, 2000, pp. 167-169).

15. J'ai montré dans mon étude sur les trajectoires politiques des députés des Parlements andalous et catalans, que les associations de *vecinos* (de quartier) avaient joué un rôle central dans la formation des futurs aspirants à la représentation politique (Genieys, 1996, 1998).
16. Notre enquête sur les députés des Parlements catalan et andalou nous avait permis de montrer cet âge jeune d'accès au mandat électif. En Catalogne, ils étaient 15 % à moins de 39 ans, 19 % à 40/44 ans et en Andalousie, 30 % à moins de 39 ans et 34 % à 40/44 ans, soit un total cumulé de 64 % à moins de 44 ans, (Genieys, 1998, p. 35).
17. Ce constat, trop symbolique dans le cas particulier de Gonzalez, mériterait d'être étudié en profondeur. La trajectoire politique ou sociale de ces "ex", les jeunes retraités de la vie politique nationale, ne se prolonge-t-elle pas au niveau international (Europe) ou encore dans les ONG? L'exemple de la FRIDE paraît significatif de ce mouvement. En quoi, la présence de ces jeunes retraités participe-t-elle ou pas à la nouvelle présence espagnole sur la scène internationale?
18. La revue *Gestion i Analisis de Politicas Publicas* éditée par l'*Instituto Nacional de Administracion Publica* à Madrid fin 1994, et dont le premier directeur fut Joan Subirats relève de ce mouvement.
19. Je ne résiste pas ici à l'envie de rappeler cette anecdote de "terrain" intervenue, lors d'une enquête de terrain menée avec Jean Joana, sur la politique de reconversion des militaires dans le cadre de la professionnalisation des armées appliquée à l'Espagne. Outre le fait que la pénétration du "milieu de la défense" grâce, entre autres, à l'aide de notre collègue Martinez Paricio, n'a pas posé de problème, nous avons eu la surprise de faire un entretien, en février 2000, avec le colonel Franco au ministère de la Défense! (Genieys, Joana, Koudjil, Smith, 2001).
20. Ramon Cotarelo est un des deux politologues espagnols avec José Maria Maravall dont les travaux ont permis une meilleure connaissance du processus politique singulier que fut la transition démocratique à l'espagnole (Cotarelo, 1992; Maravall, 1995).
21. Bien entendu nous ne prétendons pas traiter dans le cadre de ce numéro de tous les aspects de la science politique espagnole. Pour des raisons de format éditorial des entrées comme celles de la sociologie électorale, la sociologie des partis politiques, la culture politique ou encore l'étude de l'Amérique latine comme *areas studies* privilégiées, ont été laissées de côté.
22. Voir les références de ces travaux en bibliographie.
23. Signalons ici, la lecture néo-gramscienne du fascisme espagnol faite par Nicos Poulantzas autour de la notion de la classe de *compradores*, (Poulantzas, 1978)
24. On renvoie ici le lecteur aux livres sur *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle* et sur *La guerre civile* (Hermet, 1986 et 1989)
25. Outre les publications de Guy Hermet, qui traitent, directement ou indirectement, de la situation politique espagnole, on trouve dans la *Revue Française de Science Politique* seulement un article sur la question (Camilleri, Galiay, 1980)
26. Les approches institutionnalistes fondées sur les concepts juridiques "d'État régional" ou encore "d'État autonome" sont représentatives des limites du genre (Moderne, Bon, 1981; Bidégaray, 1994).
27. Il existe une étude historique très intéressante effectuée sur les gouverneurs civils par un historien français B. Richard publié dans les *Mélanges de la Casas de Velasquez* (1975).
28. Dans le jargon taumachique, la recherche d'un bon *sitio* consiste à trouver le terrain le plus propice à la pratique de "l'art taurin".
29. Nous renvoyons ici le lecteur aux deux contributions que Romain Pasquier a publié dans les numéros 7 et 14 de la *Pôle Sud*.
30. Pour avoir un aperçu des travaux de Xavier Itçaina sur la question nous informons le lecteur de *Pôle Sud* d'une contribution à venir de cet auteur dans le n° 17 consacré aux rapports de la religion et du politique en Europe occidentale.
31. Précisons que le champ de la comparaison et des études n'est pas limité à la dimension franco-espagnole. Certes, il s'agit dans ce montage institutionnel de faciliter des travaux de recherche communs avec des équipes espagnoles, mais cela ne doit en aucun se limiter à l'étude de la réalité politique et sociale de ces deux pays. Ainsi, par exemple, une attention particulière sera portée sur "l'analyse des migrations transatlantiques des catégories de l'action publique".



### **Références**

- Artola M., *Los afrancesados*, Madrid, Alianza Universidad, 1989.
- Assier-Andrieu L., Commaille J. (dir.), *Politique des lois en Europe*, Paris, LGDJ, 1995.
- Baena del Alcazar M., *Élites y conjuntos de poder en España (1939-1992). Un estudio cuantitativo sobre Parlamento, Gobierno y Administración y gran empresa*, Madrid, Tecnos 1999, (cf. ma fiche de "lecture critique" dans la *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, n° 4, août 2001).
- Bazzana B., *Le mythe de la transition espagnole*, IEP de Paris, Thèse pour le doctorat en science politique, 2002.
- Beltran M., *La acción pública en el régimen democrático*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2000.
- Bennassar B. (dir.), *Histoire des Espagnols (VI-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Robert Laffont, 1992 (1<sup>re</sup> éd. 1985).
- Bidégaray Ch., *L'État autonome : forme nouvelle ou transitoire en Europe?*, Paris, Economica, 1994.
- Braudel F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, (2 vol.) Paris, Armand Colin, 1966
- Camilleri G., Galiay Cl., "Le statut d'autonomie de la Catalogne", *Revue française de science politique*, n° 5 octobre 1980.
- Campuzano F., *L'élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Chadel F., *Étude comparative du leadership au sein des partis politiques : le Rassemblement pour la République et le Partido Popular*, Université Aix-Marseille 3, Thèse pour le doctorat en science politique, 2000.
- Chaunu P., *L'Espagne de Charles-Quint*, 2 vol., Paris, Armand Colin, 1973.
- Cotarelo R., *Transición política y consolidación democrática. España (1975-1986)*, Madrid, CIS, 1992.
- Cultiaux Y., *Le nationalisme comme différentialisme intégrateur : le catalanisme face à l'État espagnol et à la construction européenne*, Université Aix-Marseille 3, Thèse pour le doctorat en science politique, 1999.
- Dufour J.-F., Dufour G., *L'Espagne : un modèle pour l'Europe de régions*, Paris, Gallimard, 2000.
- Elliott J. H., *The Revolt of the Catalans*, Cambridge, Cambridge University Press, 1963.
- Ferret J., Maffre Ph., "L'usage de la notion de police de proximité en Espagne : Indice d'une mutation inachevée", *Les cahiers de la Sécurité intérieure*, n°39, 1<sup>er</sup> trimestre 2000.
- Garraud Ph., "Le processus autonome et la fin de l'exception espagnole", in Balme R., Garraud P., Hoffman - Martinot V., Ritaine E., *Le territoire pour politiques : variations européennes*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Genieys W., "Les élites périphériques espagnoles face au changement de régime", *Revue Française de Science Politique*, vol. 46, n° 4, août 1996.
- Genieys W., *Les élites espagnoles face à l'État. Changement de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Paris, L'Harmattan, 1997 (a).
- Genieys W., "Élites intermédiaires, frontières institutionnelles : Catalogne et Languedoc-Roussillon", *Revue Européenne de Migrations Internationales*, vol. 13, n° 3, 1997 (b).
- Genieys W., Hassenteufel P., "De la transition à la consolidation des régimes politiques. Une comparaison Espagne/France", *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 4, n° 3, décembre 1997.
- Genieys W., "Las elites periféricas españolas ante el cambio de régimen político", *Revista de Estudios Políticos*, n° 102, 1998.
- Genieys W., "De la violence politique aux violences urbaines : le cas espagnol", *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 40, 2000.
- Genieys W., Joana J., Koudjil Ch., Smith A., *Armées professionnelles et politiques de reconversion : une comparaison européenne (Espagne, France, Grande-Bretagne)*, Paris, C2SD, 2001.
- Genieys W., Valarié P., "Par-delà les frontières étatiques : jeux et enjeux de politiques autour du projet d'aqueduc Languedoc-Roussillon et Catalogne", *Pôle Sud*, n° 15, novembre 2001.
- Goma R., Subirats J. (dir.), *Políticas públicas en España. Contenidos, redes de actores y niveles de gobierno*, Barcelona, Ariel, 1998.
- Héran F., *Le bourgeois de Séville. Terre et parenté en Andalousie*, Paris, PUF, 1990.
- Hermet G., *La politique dans l'Espagne franquiste*, Paris, Armand Colin, 1971.
- Hermet G., *Les Catholiques dans l'Espagne franquiste*, 2 vol., Paris, Presses de la FNSP, 1980-1981.
- Hermet G., *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1986.
- Hermet G., *La guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989.
- Itçaina X., *Catholicisme et identités basques en France et en Espagne. La construction religieuse de la référence et de la compétence identitaire*, IEP de Bordeaux, Thèse pour le doctorat de science politique, 2000.
- Llera F. J., *Los Vascos y la Política*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1994.



- Linz J. J., "Construction étatique et construction nationale", *Pôle Sud*, n° 7, novembre 1997.
- Linz J. J., de Miguel Amando, "Within-nation differences and comparisons: the Eight Spains", in Meritt R. L., Rokkan S. (eds.), *Comparing Nations*, New Haven, Yale University Press, 1966.
- Lopez Nieto L., "Notas sobre los politicos: opiniones de alcades y diputados españoles sobre su quehacer", Barcelona, *Working Papers ICPS*, n° 179, 2000.
- Maffre Ph., "La grande transformation de l'action publique en Espagne", *Pôle Sud*, n° 8, mai 1998.
- Mainz R., "Cuando los efectos devienen causas: deficit federal y nacionalismos institucionalmente inducidos en la España de los noventa", *Revista Española de Ciencia Política*, vol. 1, n° 1, octobre 1999.
- Maravall J. M., *Los resultados de la democracia*, Madrid, Alianza editorial, 1995.
- Marquez Cruz G., "Sociologie des élites parlementaires de Galice 1977-1997. Continuité et rénovation des candidats à la représentation territoriale", *Pôle Sud*, n° 8, mai 1998.
- Moderne F., Bon P., *Les autonomies régionales dans la constitution espagnole*, Paris, Economica, 1981.
- Ortega y Gasset J., *España invertabrada*, Madrid, Revista de Occidente en Alianza Editorial, 1981 (1<sup>re</sup> édition 1922).
- Parrado Diez S., *Las élites de la Administracion Estatal*, Sevilla, Instituto Andaluz de Administracion Publica, 1996.
- Pasquier R., *La capacité politique des régions: une comparaison France-Espagne*, Université de Rennes I, Thèse pour le doctorat de science politique, 2000.
- Peres H., "Identité nationale et sociologie de la connaissance. Notes pour la comparaison de la construction identitaire en France et en Espagne", *Pôle Sud*, n° 14, mai 2001.
- Pérez J., *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996.
- Pérez Díaz V., *El retorno de la sociedad civil*, Madrid, Instituto de Estudios Economicos, 1987.
- Pérez Díaz V., *La primacia de la sociedad civil*, Madrid, Alianza, 1993.
- Pitt-Rivers J., *The people of the Sierra*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1954.
- Poulantzas N., *La crise des dictatures*, Paris, Seuil, 1978.
- Preston P., *España en crisis: la evolución y la decadencia del regimen de Franco*, Madrid, Ediciones, FCE, 1978.
- Richard B., "Étude sur les gouverneurs civils en Espagne de la restauration à la dictature (1874-1923)", *Mélanges de la Casa Velasquez*, Madrid, 1975.
- Rosanvallon P., "Pour une histoire du politique", *Esprit*, n° 2, février 1995.
- Smith A., *L'Europe au miroir du local*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Uriarte E., "La politica como vocacion y profesion: analisis de las motivaciones y de la carrera politicos de los diputados españoles", *Revista Española de Ciencia Política*, n° 3, octobre 2000.
- Vilar P., *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, Paris, Flammarion, 1977, (1<sup>re</sup> édition, 1962).

